



Assemblée des Français de l'étranger

28^{ème} Session - MARS 2018

COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (CEDDEF)

Présidente : Mme Geneviève BERAUD-SUBERVILLE
Vice-président : M. Guillaume ELOY



Membres de la Commission

Mme Gaëlle BARRÉ
M. Mehdi BENLAHCEN
Mme Geneviève BERAUD-SUBERVILLE
Mme Fabienne BLINÉAU
Mme Inès CAVAYÉ-NINU
M. Yan CHANTREL

M. Guillaume ELOY
Mme Anne HENRY-WERNER
M. Ronan LEGLEUT
M. Alain-Pierre MIGNON
M. Damien REGNARD
M. Pierre TOUZEL

Rapporteurs

Mme Fabienne BLINÉAU et Mme Inès CAVAYÉ-NINU / Commerce Extérieur
M. Alain-Pierre MIGNON et M. Pierre TOUZEL / Développement Durable
Mme Gaëlle BARRÉ et M. Mehdi BENLAHCEN / Emploi et Formation

Rapport de la Commission Commerce Extérieur, Développement Durable Emploi et Formation (CEDDEF)



Assemblée des Français de l'Étranger
28^{ème} Session - MARS 2018

COMMERCE EXTÉRIEUR

Rapporteurs : Mme Fabienne BLINÉAU et Mme Inès CAVAYÉ-NINU

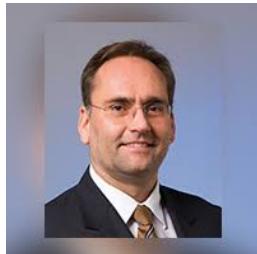
CHAMBRE DE COMMERCE, LE MODELE ALLEMAND

- **M. Ronan Le GLEUT, Sénateur représentant les Français établis hors de France**



M. Ronan LE GLEUT salue le travail de la commission et sa volonté de voir la mise en place d'un guichet unique. Notre déficit commercial est au plus haut depuis 2012, à 62 milliards d'euros en 2017. L'export est un métier et ne s'improvise pas et un autre point important est la maîtrise des langues étrangères. Son objectif est qu'en fin de cursus, au lycée, chaque étudiant ait un niveau d'anglais certifié. En 2017, le Commerce Extérieur allemand a dégagé un excédent de 200 milliards d'euros.

- **M. Jörn BOUSSELMY, Directeur Général de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie**



- Les AHK, équivalent des CCI pour l'Allemagne, constituent un réseau de 140 chambres dans le monde et sont représentées au sein de 93 pays. La Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Allemande fait partie intégrante de ce réseau et constitue en cela une AHK.
- Fondée en 1955, il y'a plus de 60 ans, la Chambre de Commerce Franco-Allemande propose un soutien aux entreprises dans leurs activités internationales, et constitue le premier réseau Franco-Allemand avec 950 entreprises membres.
- Suite à une décision du Bundestag Allemand, les Chambres sont en partie subventionnées par le Ministère de l'Économie à hauteur de 20% (Ministère des Affaires Etrangères pour les Chambres françaises) auquel elles sont rattachées. L'aide à l'export est à deux niveaux; au niveau fédéral d'une part et au niveau des Länder d'autre part, ce qui donne une flexibilité dans le pouvoir de décision.

Les principales missions de la Chambre Franco-Allemande sont :

- **Représentation officielle de l'économie allemande**

Les AHKs sont les principaux agents de la promotion du commerce extérieur pour le compte de la République Fédérale d'Allemagne. Ce sont elles qui font naître ou entretiennent l'intérêt pour l'économie allemande là où elles sont implantées. Elles informent et font campagne pour l'implantation en Allemagne.

- **Une organisation au service de ses membres**

Les AHKs réunissent les entreprises actives dans les relations commerciales bilatérales. Ce sont ses membres qui confèrent à une AHK son poids et sa voix, lorsqu'elle doit exister et promouvoir les relations commerciales bilatérales en dépit des difficultés politiques, économiques et administratives.

- **Service aux entreprises**

Les AHKs offrent aux entreprises allemandes du pays d'implantation de multiples services pour soutenir leur activité commerciale extérieure.

L'exportation en Allemagne commence entre Länder. Le système fonctionne sans lien hiérarchique. La fédération coordonne mais n'intervient pas.

A l'étranger les Chambres sont bilatérales (50% entreprises allemandes, 50% entreprises locales). Le réseau diplomatique n'est pas mis à l'écart, il fait partie du dispositif dans une démarche de concertation.

- **M. Laurent SANSOUCY, Directeur d'OCO Global**



OCO Global, créé en 2001, est une société de conseil à l'international, spécialisée dans le domaine du Commerce et de l'investissement international ; Avec plus de 80 collaborateurs répartis dans 9 bureaux à travers le monde et membre de l'OSCI. (Opérateurs spécialisés du commerce international)

L'OSCI mène des actions pour favoriser la croissance des exportateurs français, et promouvoir les sociétés de commerce international. Ils représentent 150 entreprises d'accompagnement à l'export et plus de 2000 sociétés de négoce. Ils contribuent à plus de 120 milliards d'euros d'exportations annuellement.

La société OCO Global collabore avec des gouvernements, des agences de développement économique et des agences d'attraction d'investissements. Ces organisations sont à la recherche d'une expertise pour un appui dans leurs processus de sélection de localisations pour de nouveaux investissements. L'utilisation d'un prestataire privé amène à des économies substantielles pour les gouvernements.

OCO Global propose des services allant de la *validation d'opportunités* (études de marché, accompagnement stratégique), la *prospection commerciale*, jusqu'à l'aide à l'évaluation de localisations en vue d'une *implantation directe*.

<http://www.ocoglobal.com/>

- **M. Arnaud VAISSIE, Président de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises à l'étranger et Président Directeur General d'International SOS, leader mondial de la maîtrise des risques de santé et de sécurité à l'international, qui compte aujourd'hui 10.500 collaborateurs.**



- L'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises à l'étranger est un réseau composé de 126 Chambres de Commerce et d'Industrie dans 90 pays autofinancées à 98%. Il constitue en cela le 1er réseau privé français d'entreprises dans le monde.
- L'on dénombre 35.000 entreprises recensées au sein de ce réseau dont 50% d'entreprises étrangères.
- L'on répertorie 70 incubateurs à travers le monde.
- 4300 événements sont organisés tout au long de l'année par le biais de ces CCI, présentes dans le monde entier.

Les trois missions principales des Chambres de Commerce et de l'Industrie françaises sont :

- représentation des communautés d'affaires
- organisation d'évènements
- aide aux PME.

Il est bien spécifié que les domaines de formation et emploi ne font pas partie des missions et compétences attribuées aux Chambres de Commerce et d'Industrie française.

Lors des élections, une campagne de lobbying a eu lieu conjointement avec le MEDEF pour donner la vision d'être le nouveau système à l'étranger.

M. Vaissié souligne trois faiblesses expliquant le déficit du commerce extérieur de la France:

- **Le manque de compétitivité** des entreprises dû en partie à la fiscalité de la France (40% de perte de marché dans la zone Euro récupéré majoritairement par l'Allemagne).
- **Les lacunes linguistiques** des entrepreneurs français : constat récurrent qui évolue grâce entre autre au succès des VIE (plus de 10 000).
- **L'insuffisance ou inexistance numérique** au sein des PME.

LA REFORME

La réforme actuelle a pour principe, dans un premier temps, de supprimer les doublons CCI / Business France en créant **un guichet unique** en France et à l'étranger. En France l'organisation se fera au niveau régional. Les régions se chargeront de la coordination entre CCI et Business France. A l'étranger le guichet unique se fera après analyse; par pays. Business France se retirerait au profit d'organismes privés existants.

Avant, on estimait que la bataille se passait à l'étranger, aujourd'hui on considère qu'elle se passe en France, sur la préparation des PME à l'export.

Au niveau des moyens, 10 millions d'euros seront alloués à la création d'une base de données commune aux CCI et à Business France. Un CRM commun aux deux organismes sera accessible aux différents acteurs à l'étranger. Le financement sera garanti par Bercy. Cette démarche amènera à une uniformisation des process.

Dans un second temps, certains personnels seront mis en commun. Des employés de Business France seront sous la direction des CCI en France. A l'étranger des appels d'offres seront lancés pour la délégation du service public. Les CCI sont bien placées pour les remporter, notamment en Asie.

- **Mme Julie RIOTTE, Directrice du Centre de formation Wall Street English, ancienne Présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Mexicaine.**



PRESENTATION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-MEXICAINE DANS SON CONTEXTE AU MEXIQUE.

- Fondée en 1884, la Chambre de commerce franco-mexicaine est une des plus anciennes CCI Française dans le monde. Elle possède une succursale dans la ville de Querétaro dont les domaines de l'aéronautique de l'automobile, sont en pleine expansion, domaines constituant de surcroit la force de la France. Bien qu'implantée sur place depuis longtemps, connaissant tous les rouages du métier, cette CCI doit aujourd'hui se confronter avec deux autres fortes concurrences ; les Chambres de Commerce Allemande et Américaine, les Etats Unis étant le premier partenaire à l'export du Mexique.
- Dans le but d'encourager les relations commerciales entre le Mexique et la France et afin d'appuyer le développement et la création de nouvelles affaires, cette CCI offre les services de pépinière d'entreprises et de bureaux virtuels.
- D'autres acteurs sont également omnipotents, et notamment au sein de la capitale ; La CCI Franco-mexicaine connaît, au Mexique, une autre sorte de concurrence en terme d'acteurs pour promouvoir l'implantation française. Beaucoup d'incubateurs et d'accélérateurs voient le jour (ex: NUMA), ainsi que des associations à initiatives privées (ex: FrenchFounders). Dès lors, les missions et compétences de chaque instance deviennent plus floues. Cette somme d'acteurs doit jouer avec les nouvelles aspirations et doit s'adapter à une demande en perpétuelle mutation (ex: Création de French Tech par Business France).
- *Comment survie de manière financière la Chambre franco-mexicaine ?* Des partenariats avec des grands groupes français et mexicains permettent de mettre à disposition des moyens pour créer des événements et conférences permettant de lever des fonds. A la suite d'une coupure de subventions l'obligeant à travailler avec des moyens plus réduits, comme

la sollicitation de stagiaires avec l'inconvénient de leur présence à court terme et leur méconnaissance du terrain, celle ci doit d'autofinancer.

- La CCI Franco-mexicaine fait partie de l'Association des CCI Européennes, ce qui lui permet sur place d'accéder à une coopération fonctionnant autour de petits événements (exemple : Cocktail, Afterwork, EUROCAM).
 - L'ensemble des acteurs accompagnant les entreprises françaises au mexique connaissent de multiples divisions au niveau local. Malgré des initiatives de travail en commun, chaque acteur possède ses compétences et travail individuellement.
-
- **M. Benoît TRIVULCE, Directeur Exécutif responsable de l'international et Directeur Stratégie de Business France.**



Les activités de Business France s'inscrivent dans deux domaines: l'export et l'investissement étranger en France.

Depuis le 1er janvier 2015, Business France (fusion d'Ubifrance et de l'Agence française pour les investissements internationaux) a accompagné 20 000 petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises de taille Intermédiaire (ÉTI) à mieux se projeter à l'international, 4700 projets à l'étranger et à gérer le départ de plus de 10 000 VIE. (Volontaires Internationaux en Entreprises)

Ce dernier dispositif est une formidable solution de mobilité internationale qui a fait ses preuves : les VIE joueront un rôle dans cette nouvelle stratégie. Il a rappelé qu'un VIE coûte à une entreprise 30 000 € au lieu de 80 000 € coût salarial en France.

En 2017, la France connaît un déficit de 62 milliards d'euros concernant le solde de biens. Le nombre de secteurs exportateurs est restreint pour les entreprises françaises, comparé au reste de l'Union Européenne et un point faible est à soulever: le fait que peu d'entreprises françaises exportent de manière régulière, on parle d'entreprises opportunistes (125 000 sociétés françaises qui exportent contre 400 000 en Allemagne).

Présentation de la réforme et du rapport de Christophe LECOURTIER par Business France

Christophe LECOURTIER, Directeur Général de Business France, veut une révolution copernicienne sur la manière d'accompagner les PME à l'export : des guichets uniques en région constitués de l'union entre Business France et les CCI, placés sous l'autorité des régions, un système d'information commun, et un partenariat public privé entre Business France et les CCI de l'étranger à l'international.

Business France souhaite assurer une meilleure implication et coordination des administrations et des acteurs en région avec 300 personnes spécialisées.

Premier principe proposé : tout structurer d'abord dans les territoires. Cette proximité ne doit pas se traduire par un démarchage, une avalanche de propositions mais doit être principalement constituée d'une offre de conseils pour permettre à l'entreprise, dans un dialogue avec un expert, de définir petit à petit une stratégie à l'international. C'est le rôle que jouera le guichet unique qui sera mis en place et constitué de l'union entre Business France et les CCI, sous l'autorité des régions, en région. « *Nous allons proposer aux régions d'installer 300 à 400 conseillers qui vont faire du porte à porte des PME* », a précisé Christophe LECOURTIER.

Pour l'étranger, Christophe LECOURTIER veut construire un partenariat public privé entre Business France, les CCI à l'étranger et des acteurs privés . Une démarche qui devrait permettre de faire des économies, le gouvernement souhaitant baisser de 2% par an la dotation de Business France.

Enfin, dernier point, la mise en place d'un CRM (Customer Relationship Management) ou système d'informations unique dans lequel chacun pourra injecter ses données sur les PME françaises, les marchés et les filières.

« La France est aujourd'hui en situation de tirer un meilleur bénéfice de la globalisation » Christophe LECOURTIER.

Idée de la réforme dans le cadre de la Team France Export

- Mieux travailler tous ensemble : objectif de 200k entreprises exportatrices à l'horizon 2020.
On compte 3,4M d'entreprises exportatrices dont 95% de moins de 10 salariés.
- Mise en place d'une plateforme des solutions et d'un outil commun de la gestion de clients pour la Team France Export (partie invest encore en chantier).
- Point fort de la réforme : commencer la bataille de l'export dans les territoires français.
Déploiement dans les régions à proximité des entreprises de conseillers export (50 conseillers export de Business France qui vont intégrer les CCI, 300 d'ici la fin de l'année, loger à proximité des entreprises françaises dans les régions).
- Digitalisation de l'action : par le biais de la Plateforme des Solutions (part de la réforme du guichet unique) : question / plateforme digitale / solutions, prospection.

Nouvelle gouvernance du service public

Les régions sont désormais placées au cœur de l'action et de la réussite de la réforme : elles sont autonomes (PACA et Normandie déjà en place). A l'étranger, l'Ambassadeur est le pilote du nouveau dispositif. Il n'y aurait plus qu'un seul correspondant de la Team France export à l'étranger: la Chambre de Commerce, un autre acteur privé ou Business France. Cette année, Business France se retire de 8 pays et met en place des délégations de service public :

- En Europe : Belgique, Espagne, Norvège et Russie.
- En Asie : Hong Kong, Japon, Philippines et Singapour.

CONCLUSION

Si le déficit du Commerce Extérieur de la France ne cesse de s'accroître depuis 14 ans, la réforme de M. Christophe LECOURTIER est ambitieuse car elle va accompagner les entreprises françaises au plus près dans les régions pour les aider à s'exporter et non les attendre à l'étranger.

Il est important de souligner que notre travail à l'AFE a servi de référence aux propositions de réforme de M. LECOURTIER et force est de constater que les élus de terrain que nous sommes représentent une force vive pour la diplomatie économique.

**Rapport de la Commission Commerce Extérieur, Développement Durable
Emploi et Formation (CEDDEF)**



**Assemblée des Français de l'Étranger
28^{ème} Session - MARS 2018**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Rapporteur : M. Alain-Pierre MIGNON et M. Pierre TOUZEL

Présentation de la Société KOOM, plateforme de crowd-acting qui montre l'impact collectif des actions individuelles

- **M. Jérôme LHOTE**, Président et co-fondateur de KOOM.



KOOM est une plateforme de crowd-acting qui permet de mettre en œuvre des actions de développement durable sur le terrain. Elle engage les citoyens à prendre des initiatives qui deviennent visibles et prennent un impact collectif lorsqu'elles sont relayées par la plateforme internet du site de KOOM.

KOOM permet aussi aux entreprises d'atteindre leurs objectifs définis par la loi de RSE (La responsabilité sociétale des entreprises) en encourageant les salariés à adopter des bons réflexes

permettant d'avoir un impact positif sur le développement durable et qui une fois accomplis engagent l'entreprise à prendre une mesure forte de mise en place d'un projet qu'elle finance.

Ces actions peuvent aussi concerner les collectivités locales. Par exemple, la plateforme permet de réaliser un défi tel que si 500 habitants s'engagent via la plateforme KOOM sur le plan déclaratif à acheter un produit bio par semaine alors la mairie s'engage à mettre 15% de bio dans les cantines scolaires. Les citoyens prennent ainsi conscience que la somme d'action individuelle peut aboutir à une action globale concrète.

Aussi le site de KOOM permet de rendre visible sur une carte où les citoyens s'engagent. Chaque acteur peut donc constater qu'il n'est pas isolé mais fait bien partie d'un mouvement collectif.

Cette plateforme permet donc de répondre grâce à ses outils au paradoxe qui nous concerne tous, en France comme à l'étranger : nous sommes tous concernés et même parfois victimes directes du dérèglement climatique, mais à notre échelle nous nous sentons et sommes souvent impuissants.

Alain-Pierre MIGNON a ainsi cité l'exemple de l'Indonésie où la population souffre des méfaits de la culture intensive de production d'huile de palme qui a pour conséquence notamment l'augmentation des incendies de forêts, mais se sent impuissante devant les enjeux financiers qui motivent de tels projets industriels.

En France ou à travers nos réseaux, la plateforme KOOM peut répondre à cette frustration et permettre de donner une visibilité aux actions que les Français établis hors de France prennent pour le développement durable.

Parmi les projets en cours de la société KOOM figure la création d'une application mobile permettant de calculer en temps réel son bilan carbone en récupérant les données de divers acteurs. La société a pour cela déjà signé des accords avec des sociétés comme MOBIKE (numéro 1 mondial des vélos en libre-service), E-green, Ever, Mutum Weepil et d'autres à venir.

La société KOOM a été lauréate en 2015 au moment de la COP21 du prix "La France s'engage" du président de la République, M. François HOLLANDE qui récompense les initiatives sociales et solidaire.

Le site de la plateforme KOOM est consultable à l'adresse www.koom.org

Une vidéo de présentation est visible à l'adresse suivante <https://youtu.be/L9WKYURppXA>

Prix AFE du Développement Durable

L'Assemblée des Français de l'Etranger (AFE) en sa session de mars 2015 a voté en séance plénière la mise en place d'un prix du Développement Durable (DD), exclusivement attribué et remis par l'AFE. Nous vous avons présenté à chaque session depuis cette date les différentes étapes de ce projet comme la création du logo du prix dessiné par notre collègue Pierre TOUZEL, la création d'un groupe de travail après un appel à candidatures auprès de tous les conseillers à l'Assemblée des Français de l'Etranger. Nos travaux nous ont conduits également à solliciter les parlementaires pour la dotation du prix, à établir le règlement du prix, à rédiger les statuts de l'association support du prix, à réviser juridiquement les documents. Nous vous annonçons à présent que nous sommes prêts à lancer le prix dont la première édition aurait lieu en octobre 2019.

Pour ce faire, nous avons besoin d'une dernière étape, celle consistant à nous accorder le nerf de la guerre : le déblocage d'un budget.

Annexe : Présentation synoptique du Prix AFE du Développement Durable



**Assemblée des Français de l'Étranger
28^{ème} session - MARS 2018**

**DEMANDE DE LA COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**

Demande :

Objet : Prix AFE du Développement Durable des Français de l'étranger

L'Assemblée des Français de l'étranger,

CONSIDÉRANT

La PROPOSITION COM/P.1/15.03 du 20 Mars 2015 adoptée par l'assemblée des Français de l'étranger relative à la création et la mise en place d'un prix du Développement Durable des Français de l'étranger,

DEMANDE

- qu'un montant de 15.500 € TVA inclus soit alloué sur le budget de l'Assemblée des Français de l'étranger de 2018 et qu'un montant de 10.000 € TVA inclus soit provisionné sur le budget de 2019.

Résultat	Adoption en Commission	Adoption en Séance
Unanimité		X
Nombre de voix « pour »		
Nombre de voix « contre »		
Nombre d'abstentions		

Annexe : Présentation synoptique du Prix AFE du Développement Durable

Création du prix du Développement Durable de l'AFE

Règlement, collecte des projets, sélection, dotation et remise du prix

Préambule

L'Assemblée des Français de l'Etranger (AFE) en sa session de mars 2015 a voté en séance plénière la mise en place d'un prix du Développement Durable (DD), spécifiquement attribué et remis par l'AFE. Un groupe de travail a été mis en place en 2017 après un appel à candidatures auprès de tous les conseillers à l'Assemblée des Français de l'Etranger. Les documents relatifs au lancement de l'association nécessaire à la gestion effective du prix ont été validés par le président de la commission des lois de l'AFE, Monsieur Olivier PITON en octobre 2017.

Ce prix, qui aura lieu tous les 2 ans avec une première cérémonie en 2019, permet de montrer l'engagement des membres de l'Assemblée et plus largement de l'ensemble des Français résidents hors de France envers le DD et le changement de paradigme d'un développement économique qui fait la plupart du temps fi des questions environnementales liées aux modes de production, aux modes de consommation, aux modes de développement.

Ce prix vise ainsi à promouvoir une certaine idée du développement, respectueux de toutes et de tous, respectueux de son environnement proche comme de l'ensemble de la planète. Il souhaite mettre en valeur des projets, des associations, des entreprises aux pratiques vertueuses relatives à la lutte contre le réchauffement climatique et au développement durable.

Ce prix doit se donner pour objectif de soutenir les activités créatrices de richesses sociales et/ou environnementales par le biais de l'investissement socialement responsable. Ainsi, favoriser des projets qui combinent la création de richesses avec une plus-value sociale et/ou environnementale reste le paragon du DD.

Il semble également évident que les projets soumis doivent répondre aux principes des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) élaborés par l'ONU en 2015 notamment dans ses volets consacrés à l'environnement et au DD.

L'approche transversale des projets liant les aspects écologiques, économiques et sociaux sont donc à privilégier dans les directions suivantes :

- **Maintenir l'intégrité de l'environnement** pour assurer la santé et la sécurité des communautés humaines et préserver les écosystèmes qui entretiennent la vie;
- **Assurer l'équité sociale** pour permettre le plein épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes, l'essor des communautés et le respect de la diversité;
- **Viser l'efficience économique** pour créer une économie innovante et prospère, écologiquement et socialement responsable.

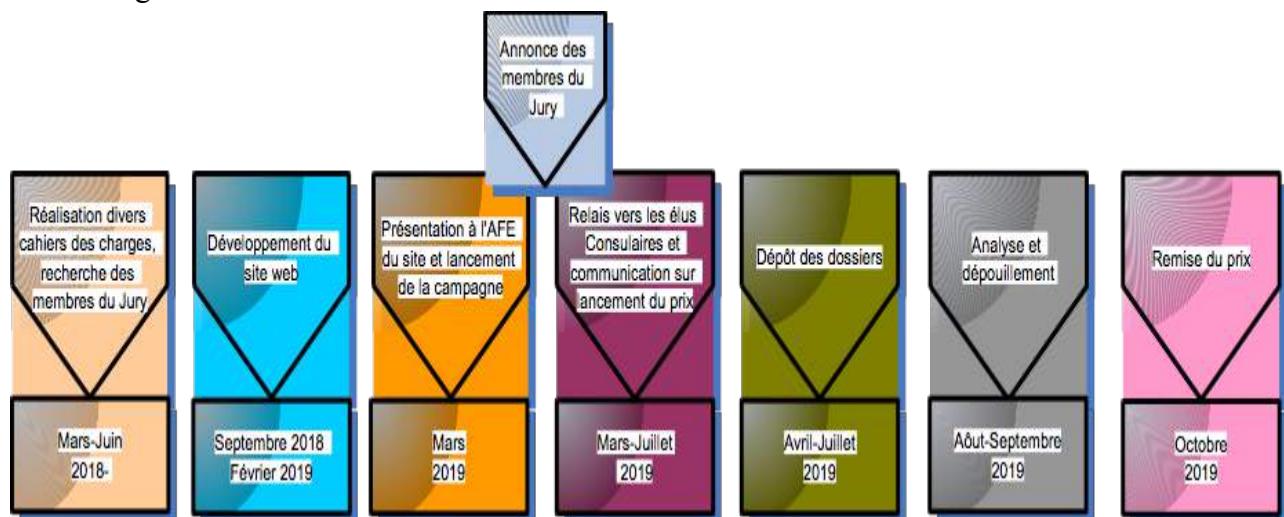
1. Signature graphique

Le logo élaboré par Pierre TOUZEL, membre de la Commission CEDDEF, a été adopté en session plénière en 2016. Les couleurs font référence au milieu naturel, que ce soit le bleu des océans ou le vert de la feuille avec un effet de volume permettant de symboliser les 5 continents qui composent la feuille.



2. Retro-Planning

Afin de tenir le délai de la remise du prix pour la cession d'octobre 2019, le rétro-planning suivant est envisagé :



3. Budgétisation

Une société de développement web basée au Luxembourg a fourni un devis estimatif concernant la réalisation d'un site internet lié au prix (environ 4.500 €) permettant d'être le point d'entrée du prix, de récolter les dossiers de candidature, de gérer la ressource documentaire etc.

A ce budget s'ajoutent :

- les frais d'organisation de la cérémonie (location éventuelle de salle, sécurité, restauration ...) de remise du prix.

- les coûts logistiques des lauréats (voyage, hébergement, subsistance),

- la promotion du prix auprès d'annonceurs, des Institutions, de la presse, des Français de l'étranger, la mise en valeur du site, l'accroche aux grilles du MAE au centre de conférence du XV arrondissement du projet récompensé, la réalisation de prospectus ...

Enfin, la dotation en elle-même doit également être prévue. Elle a été fixée par le groupe de travail à 5.000 € et de façon privilégiée abondée par la réserve parlementaire ou tout mécanisme s'y substituant.

Le tableau ci-dessous résume les besoins financiers pour l'organisation du prix :

	Max.	Min.	Budgété	Réalisé
Développement du site web	3.000	5.500	4.500	
Outils marketing / événementiel	7.500	15.000	11.000	
Cérémonie	6.000	10.000	8.000	
Logistique lauréat	1.000	2.000	<i>Prix en charge par le groupe ACCOR</i>	
Dotation	5.000	5.000	5.000	5.000
Total	22.500	37.500	28.500	5.000

4. Modalités pratiques

Les aspects administratifs du prix seront pris en charge par le secrétariat de l'AFE et notamment le siège social de l'association qui devra être créé pour gérer ce prix, le numéro de compte associé, les adresses postales ou l'hébergement du serveur web.

5. Remise du prix

Pour la remise du prix, la participation d'une personnalité de premier plan est privilégiée. Le ou la ministre de l'environnement et du développement durable au moment de la remise du prix sera sollicité(e).

6. Jury

Les membres du groupe de travail, membres de droit du jury en tant qu'initiateurs du prix, solliciteront une personnalité indépendante ou reconnue pour présider le jury. A ce stade, les noms qui émergent pour présider la première édition du prix tels Yann ARTHUS-BERTRAND, Nicolas

HULOT, Alain BOUGRIN-DUBOURG, Laurence TUBIANA, Jean JOUZEL, Yves COPPENS, Philippe STARK, Alexandra COUSTEAU, Bixente LIZARAZU, Thiery LHERMITE, Mélanie LAAURENT, Yannick NOAH, Laurent VOULZY, Alain SOUCHON, Jean-Louis BORLOO, Cyril DION.

**Rapport de la Commission Commerce Extérieur, Développement Durable
Emploi et Formation (CEDDEF)**



**Assemblée des Français de l'Étranger
28^{ème} session - MARS 2018**

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Rapporteurs : Mme Gaëlle BARRÉ et M. Mehdi BENLAHCEN

- **Mme Sophie CONRAD, Directrice de « Pontevia ! » à Rome**

Présentation de l'association «Pontevia ! » pour l'intégration des Français expatriés en recherche d'emploi

LA FORCE ET L'ENERGIE DU RESEAU



Association gérée entièrement par des bénévoles, proposant à ses membres des ateliers et un accompagnement personnalisé dans leur recherche d'emploi. Réseau francophone dont les services sont en français et italiens. 140 membres d'ici fin 2018.

1. L'identité de PonteVia!

PonteVia! s'est vite affirmée dans le paysage romain car elle répond à un réel besoin, passant d'une trentaine à plus de 120 membres aujourd'hui. Elle a l'agilité d'une structure jeune et dynamique, la

solidité d'un réseau professionnel désormais international, mais aussi la fragilité des structures associatives, car elle repose à 100% sur des bénévoles.

Les membres sont d'origines variés ; il y a aussi des Français installés depuis longtemps en Italie. Avec seulement 30 € d'adhésion par an, PonteVia! propose à ses membres un programme mensuel de services. PonteVia! a aujourd'hui deux pieds : l'emploi et l'entrepreneuriat. La moitié de nos membres s'inscrit dans une dynamique entrepreneuriale, avec des degrés de maturation divers - allant de l'idée d'un projet à la création ou au développement de son entreprise - et donc des besoins spécifiques.

Le bureau élargi est composé d'une vingtaine de bénévoles et les activités sont réparties sur tous les jours de la semaine. Le partenariat institutionnel avec l'Institut français, le Consulat et d'autres structures sont nombreuses. (en cours : John Cabot University, TB LAB, Réseau entreprendre Italia,...)



L'IDENTITÉ DE PONTEVIA!

Une association riche de talents et attractive

DES ORIGINES DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉES
Des nationalités diverses: Français, mais aussi Italiens (7%), Belges, Grecs, Indiens, ...
Des ancrages romains divers: futurs expatriés, expatriés tous justes installés, mais également des francophones insérés depuis longtemps dans le réseau romain.

UNE LARGE GAMME DE MÉTIERS & SECTEURS D'ACTIVITÉ
Juridique, Finance et gestion, comptabilité, marketing, communication, web & informatique, coaching, métiers, créatifs, métiers de bouche, distribution, commerce équitable, industrie, métiers de l'art, services, tourisme, consulting stratégique...

DES MEMBRES MOTIVÉS & DISPONIBLES
En recherche active de postes classiques de type « CDI », de missions à court ou moyen terme ou de remplacements ponctuels

DES COMPÉTENCES & NIVEAUX D'EXPÉRIENCE VARIÉS :
Un grand nombre de hauts diplômés avec des profils internationaux
Des profils expérimentés, très expérimentés, mais aussi des jeunes diplômés

DES MEMBRES ENTREPRENANTS
40 % d'entre eux sont engagés dans une dynamique entrepreneuriale: création d'entreprise, développement de projets à l'échelle nationale, européenne & internationale ...

2. Un incubateur de talents pour le retour à l'emploi

PonteVia! offre un soutien personnalisé aux personnes en recherche d'emploi avec par exemple la mise en place d'une CVthèque, d'un groupe Facebook fermé, des formations et 500 heures d'ateliers bénévoles par an. Parfois le placement des candidats peut amener à une carrière à l'étranger (en dehors de l'Italie). Si la philosophie est la même depuis l'origine - la mise en commun des énergies et du réseau - le soutien à la recherche d'emploi a évolué et prend aujourd'hui plusieurs formes : la mise en place d'une CV-thèque pour relayer plus efficacement les contacts, le partage des offres d'emploi, mais également un processus d'accompagnement par étape (compétences, (re)définition de projet, plan d'actions). Cette structuration est le fruit du professionnalisme des experts en Ressources humaines.

Les opportunités économiques en Italie peuvent être différentes de celles que l'on trouve sur d'autres marchés du travail. Le nouvel arrivant se doit de comprendre les besoins, les attentes des entreprises, de manière à adapter son profil à la demande, quitte à suivre une formation. Un accompagnement tel que celui offert par PonteVia! aide à faire le point sur sa carrière et à identifier des pistes d'évolutions professionnelles non exploitées avant l'arrivée en Italie.

Le réseau est essentiel, quel que soit le pays, que l'on soit en recherche d'emploi ou non d'ailleurs. Il est donc d'autant plus nécessaire d'avoir une vraie stratégie réseau : définir ses objectifs, identifier les interlocuteurs clés à contacter, capitalisés sur les réseaux existants.

3. Échanges de bonnes pratiques et réseaux aux entrepreneurs

Accompagnement personnalisé aux entrepreneurs avec des groupes de coaching pour se motiver et s'encourager mutuellement :

- Partage des succès et difficultés
- Brainstorming & regard extérieur
- Soutien et motivation
- Interventions ciblées de professionnels: Crowdfunding, etc.

L'accompagnement des entreprises ne supplante pas les services d'autres institutions comme Business France. Le principe est d'accompagner la personne dans sa démarche. Pour consolider l'ancrage de PonteVia! dans le paysage romain, Sophie CONRAD souligne qu'il faut encore renforcer leurs liens avec les entreprises italiennes et françaises présentes dans le Latium : les évènements permettent d'élargir de manière continue leur réseau. Ils travaillent à devenir une plateforme avec laquelle les entreprises veulent collaborer. La qualité et le professionnalisme de leur action sont reconnus, il faut transformer cette reconnaissance en véritables partenariats inscrits dans la durée avec les institutions notamment.

Il dispose d'un réseau opérationnel d'experts capables d'accompagner ou de conseiller les entrepreneurs (expert-comptable, juriste, etc) mais PonteVia! en tant que telle joue davantage un rôle de facilitateur. Ecouter l'entrepreneur, le faire parler sur ses motivations, ses intentions, ses ambitions, l'aider à construire son projet à partir de sa vision de la société et à la partager avec les acteurs de son écosystème sont des étapes importantes d'un cheminement qui est loin d'être linéaire. Les entrepreneurs sont invités à travailler ensemble et à partager ce cheminement.

4. Evénements

Ensuite, comme pour les personnes en recherche d'emploi, ils proposent de profiter du réseau et de participer à son agrandissement à travers des événements mensuels, comme par exemple le « BusinessSpritz », un apéro sur mesure pour les entrepreneurs, organisé en partenariat avec la Librairie française de Rome au cours duquel ils ont mis en avant une quinzaine d'entre eux. Un

événement de networking par mois réunit environ 105 personnes. Evénement phare : speed networking avec un temps de conférence + le networking + cocktail. Cela se déroule souvent dans des « lieux de prestige » pour donner envie aux Italiens de venir. Les événements sont toujours en italien (conférences) partant du principe qu'il s'agit d'un enjeu d'intégration. Le budget est limité et les partenariats avec diverses institutions sont essentiels notamment pour la mise à disposition des locaux.

5. Besoins identifiés pour améliorer le soutien aux personnes en recherche d'emploi et les auto-entrepreneurs

Les points d'amélioration afin d'assurer une pérennité à l'association sont les suivants:

- Soutien en terme logistique de la part du Consulat / Ambassade
- Ressources financières sachant que le budget actuel de l'association repose sur une maigre réserve financière
- Disponibilité de locaux afin d'héberger les formations et les ateliers
- Volonté de créer des partenariats avec les entreprises françaises, avec le soutien des postes consulaires et de la chambre de commerce franco italienne de Milan
- Davantage de synergies avec les institutions françaises
- Partenariats dans la durée
- Renforcer les liens avec les entreprises italiennes et françaises présentes dans le Latium
- Partenariats avec entreprises françaises pour accompagnement *in situ des conjoints d'expatriés*

A destination des membres du bureau : le passeport bénévole

- **Mme Julie RIOTTE, Directrice du Centre de formation Wall Street English, ancienne Présidente de la Chambre de Commerce franco-mexicaine.**



Mme RIOTTE présente les services de la Chambre de Commerce franco-mexicaine lorsque cette dernière bénéficiait d'une subvention dans le cadre de la convention avec le consulat pour le soutien de nos compatriotes dans leur recherche d'emploi. La coupure des subventions oblige aujourd'hui à travailler avec des moyens plus réduits. L'absence de subvention a fait émerger d'autres réseaux en termes de soutien à l'emploi comme « Mexico Accueil ».

Mais les personnes qui cherchent un emploi continuent de se diriger naturellement vers la CCI. Avec l'absence de moyens, la CCI ne pouvant remplir ce rôle, les candidats vont aujourd'hui se renseigner auprès des associations d'aide à l'emploi qui ont vu le jour suite à l'arrêt des services proposés par la CCI. Cependant, il y a des partenariats qui se créent entre la CCI et des réseaux, associations, sociétés qui se créent localement. Des partenariats avec des grands groupes français ou mexicains permettent de mettre à disposition des moyens. Des événements, des conférences, des dîners de gala permettent de lever des fonds. La CCI a cessé de fournir ce service d'aide à l'emploi, dans la mesure où cela ne rentre pas dans les missions premières des chambres de commerce et que les subventions n'existent plus. Concernant la collaboration avec des associations locales, il n'est pas de la nature d'une CCI de partager ses données avec des associations quand bien même ces associations sont remarquables, reconnues et légitimes. Une CCI ce n'est pas l'Etat, c'est fait pour aider les entreprises à faire du commerce.

Mr Arnaud VAISSIE, président des Chambres de commerce et d'Industrie françaises à l'étranger, rappelle que les chambres à l'étranger ne fournissent pas ce service d'aide à l'emploi considéré comme un "service public". Les chambres ne sont pas financées pour cela, précise-t-il, d'autant que l'équilibre financier des chambres est très fragile. Il n'y a pas de volonté de créer un service emploi sur le modèle « Pôle Emploi ». La fonction des CCI reste celle de s'occuper du commerce.

- **M. Michael GALLIEN, Responsable des accords VTF-AMESTUR : Programme d'échanges universitaires et de formations professionnalisantes pour étudiants, enseignants et directeurs**

Mr Gallien présente les partenariats existant entre deux associations, l'une française, VTF, et l'autre mexicaine, AMESTUR.

AMESTUR, Asociación Mexicana de Centros de Enseñanza Superior en Turismo y Gastronomía (Association Mexicaine de centres d'Enseignement Supérieur en Tourisme et Gastronomie) a été fondée pour devenir l'interlocuteur auprès du Ministère mexicain du Tourisme et du secteur privé du tourisme. Dès l'origine elle fédère 90 établissements d'enseignement supérieur de tourisme (publique, privé, technique). L'important était initialement de trouver des partenaires sociaux afin de promouvoir des échanges universitaires pour les étudiants mexicains, mais également de créer des formations professionnalisantes à la fois pour les étudiants mais également pour les enseignants et les directeurs d'école, au travers de stage dans des domaines et des structures ciblés.

L'un des objectifs de l'AMESTUR est « de promouvoir la participation des étudiants, enseignants, chercheurs et gestionnaires à travers des événements et des activités académiques, scientifiques et culturels à des conférences, des forums, conventions, etc., dans tous les différents domaines du tourisme et de la gastronomie, local, régional, national et international ». De 10 étudiants mexicains accueillis sur l'été en 2009 aux 130 étudiants accueillis en hiver et été dans les différents villages VTF en 2017, le partenariat se renforce et se poursuivra avec le renouvellement d'une convention signée en mars 2017 lors de l'Assemblée Générale de VTF. VTF est créé en 1956 en France sur le modèle du tourisme associatif et de l'ESS (économie sociale et solidaire).

L'accord permet aux étudiants mexicains de venir en France dans le cadre de leur cursus et de venir dans les structures de VTF en France; ils œuvrent pour la promotion des cultures mexicaines et françaises. Des responsables, recteurs d'académies mexicaines viennent aussi en France pour découvrir l'approche française du tourisme.

Des échanges ont aussi lieu avec les locaux en France avec un partage de la culture mexicaine. L'expérience en France est vécue comme un grand atout pour les mexicain. La maîtrise du français favorise notamment l'employabilité dans certains secteurs touristique comme avec l'agence Air Transat (Canada). L'accord PVT France-Mexique permet aussi de poursuivre l'expérience. Un lien est aussi créé avec des régions moins connues. Les étudiants viennent s'intégrer au quotidien de terroirs et apprennent plus que Paris et la côte d'Azur. A moyen terme, des projets de partenariats avec d'autres pays d'Amérique latine pourraient être envisagés.

- **Mme Alix CARNOT, Directrice de pôle Expat Communication et Mme Marie-Alix d'HAUSEN, Chargée de mission Expat communication : Compte rendu de l'étude sur les initiatives locales d'aide à l'emploi des Français de l'étranger « *Reconstruire un accompagnement des Français de l'étranger à la recherche d'emploi* ».**

La Commission a préconisé la réalisation d'une étude lors de la session de l'AFE en Octobre 2017 afin de connaître l'ensemble des dispositifs existants en termes de soutien à l'emploi de nos compatriotes à l'étranger. Cette étude devait permettre d'identifier de nouvelles solutions afin de valoriser, encourager et fédérer les actuels dispositifs d'aide et de susciter la mise en place d'initiatives là où le besoin existe ou émerge.

OBJECTIFS

1. Répertorier les dispositifs existants en termes de structures d'aide à l'insertion professionnelle auprès de nos compatriotes à l'étranger et de soutien à la mobilité internationale.
2. Identification de solutions afin de pérenniser l'action des structures d'aide à l'insertion professionnelle qui, faute de ressources publiques, rencontrent des difficultés dans leur autofinancement.
3. Identification des partenariats à développer afin de soutenir les réseaux sur l'emploi à l'étranger, en particulier en lien avec le monde de l'entreprise.
4. Recommandations pour la mise en place d'une plateforme d'accompagnement afin d'aider les personnes en recherche d'emploi à l'étranger.
5. Recommandations afin de valoriser les synergies entre conseils consulaires chargés de l'emploi et de la formation, conseils économiques des Ambassades, services consulaires et initiatives pour l'emploi existantes dans un même pays afin de mutualiser les informations.

Un système à reconstruire : La France a une longue et exceptionnelle tradition d'accompagnement envers ses ressortissants vivant à l'étranger. L'objectif est d'aligner les services publics dont ils bénéficient sur ceux destinés à leurs compatriotes vivant sur le sol national. En matière d'emploi et de formation professionnelle, cet effort, amorcé dès les années 1970 est en crise. L'ensemble des financements a en effet disparu. Aujourd'hui, la définition des responsabilités est confuse, l'information ne circule pas, l'offre disponible est hétérogène selon les destinations.

L'enquête menée en janvier / février 2018 a porté aux résultats suivants :

- 480 RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE D'IDENTIFICATION
- 150 STRUCTURES RECENSÉES (VOIR LISTE EN ANNEXE)

- 49 FICHES DÉTAILLÉES POUR LES STRUCTURES NOTABLES

Des acteurs nombreux et variés : Le recensement des structures existantes dans le cadre de cette étude a permis de collecter près de 500 réponses, d'identifier 150 structures et de présenter des fiches complètes pour 48 d'entre elles.

Ces structures sont hétérogènes dans leurs statuts, leurs financements, les services rendus. D'anciennes structures sont en pleine adaptation, de nombreuses autres émergent, aussi bien associatives que commerciales.

3 principes pour assurer la viabilité du système:

1. **Subsidiarité** : chaque action doit être réalisée au plus bas niveau possible.
2. **Libre concurrence** : en l'absence de financement public, l'accompagnement est assuré par des structures privées. Toutes celles qui remplissent les critères requis pourront donc participer au système.
3. **Transparence** : tout système de certification requérant un contrôle nécessairement couteux, le fonctionnement proposé est celui d'une auto-déclaration digitale par les structures, contrôlé par un dispositif de recommandations et d'alertes par les utilisateurs.

Quel dispositif est-il proposé par cette étude pour reconstruire un accompagnement des Français de l'étranger à la recherche d'emploi ?

Au niveau administratif central : la définition du cadre pour favoriser des synergies, la mise en place d'une plate-forme d'identification et de qualification des structures, la remontée et la diffusion des bonnes pratiques. Prévoir l'accompagnement de ces structures privées, associatives ou commerciales par la structuration d'un réseau ou d'une fédération avec une plus grande visibilité.

Dans les consulats : la tenue annuelle de conseils consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle rassemblant l'ensemble des acteurs publics et privés, alors qu'il est constaté que ces conseils ne se réunissent pas de manière systématique. Mise en place de conventions cadres entre les Consulats et les associations d'aide à l'emploi assurant un service à nos compatriotes

Les structures élaborent leur offre et leur modèle économique et mettent en place entre-elles des collaborations diverses. Elles doivent répondre à trois critères simples : assurer un accompagnement au retour à l'emploi et/ou une aide à la formation professionnelle, ce service doit être dispensé en français et viser spécifiquement un public français, il est obligatoire de répondre chaque année à l'enquête sur leur fonctionnement et d'autoriser la publication des résultats.

La Commission met en avant la nécessité de mise en place d'une plate-forme d'identification et de qualification des structures, par la structuration d'un réseau ou d'une fédération avec une plus grande visibilité sur le modèle FLAM.

Les structures concernées devront répondre à des paramètres spécifiques pour leur qualification à faire partir du réseau, à l'image d'un label. Cette étude doit déboucher sur une action concrète en faveur des français de l'étranger qui recherchent un emploi et des nombreuses structures associatives qui œuvrent de manière très souvent entièrement bénévole pour l'insertion professionnelle de ces derniers.

L'étude avec ses annexes sera publiée sur le site de l'AFE courant avril 2018. Elle fera l'objet d'un envoi spécifique au Ministre, ainsi qu'une présentation de nos propositions et résolutions allant dans le sens d'une amélioration du dispositif.

La Commission propose qu'elle soit envoyée à tous les conseillers consulaires, ainsi qu'aux postes consulaires dans toutes les circonscriptions.

Annexe 1 : Présentation du rapport EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Annexe 2 : Présentation des statistiques relatives à l'étude réalisée par Expat Communication



**Assemblée des Français de l'Étranger
28^{ème} session - MARS 2018**

**RÉSOLUTION DE LA COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**

Résolution : COM/R.1/15.03

Objet : Tenue des conseils consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle

L'Assemblée des Français de l'étranger,

Vu l'article 3 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France qui prévoit que les conseillers consulaires puissent « *être consultés sur toute question relative (...) à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'apprentissage (...)* » et le décret stipulant que le conseil consulaire « *émet toute proposition rendant à améliorer la situation professionnelle des Français établis dans la circonscription consulaire (...)* » ;

Vu la résolution n°3 de la commission du commerce extérieur, du développement durable, de l'emploi et de la formation de l'Assemblée des Français de l'étranger lors de la session tenue en Mars 2016 qui demande « *que se tienne dans les 130 postes consulaires, un conseil consulaire sur l'emploi et la formation professionnelle, ou qu'à minima ce point soit inscrit à l'ordre du jour d'au moins un conseil consulaire par an.* » ;

Vu la réponse de l'administration à cette résolution qui déclare que « *L'ensemble des postes à l'étranger ont été informés de l'effet de la loi n°2013-659 sur le rôle des conseils consulaires en matière d'emploi et de formation professionnelle et ont été invités à se saisir de ces questions dans la forme la plus adaptée au contexte de leur poste* » ;

CONSIDÉRANT

- Que le dispositif de formation professionnelle à destination des Français établis hors de France n'a pas été supprimé mais réformé,
- Que la disparition des subventions n'a pas entraîné la fin des conventions cadres entre les organismes d'aide à l'emploi et les ambassades,

- Que les conseils consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle prévus par la loi susvisée ne sont toujours pas systématiquement tenus dans tous les postes consulaires,
- Que les résultats de l'enquête « les initiatives locales d'aide à l'emploi de nos compatriotes à l'étranger », commandée par l'AFE identifie 150 structures et initiatives locales d'aide à l'emploi réparties dans 130 circonscriptions consulaires,

DEMANDE

- Que se tienne dans les 130 postes consulaires, un conseil consulaire sur l'emploi et la formation professionnelle, ou qu'à minima ce point soit inscrit à l'ordre du jour d'au moins un conseil consulaire par an.
- Que les postes consulaires diffusent un message d'information aux français inscrits sur la LEC de leur circonscription, afin de les informer sur le dispositif de formation professionnelle.
- Que soit envoyée l'étude avec la liste des 150 structures identifiées sur les initiatives locales d'aide à l'emploi de nos compatriotes à l'étranger à l'ensemble des conseillers consulaires et des postes consulaires.
- Que, pour chaque circonscription, les représentants des structures locales d'aide à l'emploi de nos compatriotes soient invités au conseil consulaire pour l'emploi afin d'étudier l'intérêt et la pertinence d'une collaboration éventuelle.

Résultat	Adoption en Commission	Adoption en Séance
Unanimité	X	
Nombre de voix « pour »		
Nombre de voix « contre »		
Nombre d'abstentions		



Assemblée des Français de l'Étranger
28^{ème} session - MARS 2018

**RÉSOLUTION DE LA COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**

Résolution : COM/R.2/15.03

Objet : Labellisation des initiatives d'aide à l'emploi des Français de l'étranger.

L'Assemblée des Français de l'étranger,

CONSIDÉRANT

- Que les résultats de l'enquête « les initiatives locales d'aide à l'emploi de nos compatriotes à l'étranger », commandée par l'AFE identifie 150 initiatives locales d'aide à l'emploi réparties dans 130 circonscriptions consulaires,
- Que ces initiatives spontanées ne sont pas structurées au sein d'un réseau et ne bénéficient d'aucune reconnaissance des postes consulaires,
- Que ces initiatives sont essentiellement l'œuvre d'associations à but non lucratif,
- Que ces structures ne bénéficient d'aucun soutien financier et logistique suite à la suppression du dispositif d'aide à l'emploi à destination des français établis hors de France,

DEMANDE

- La création d'un « label » permettant de fédérer les initiatives d'aide à l'emploi, dont les critères seront définis par une commission composée des membres de la commission

CEDDEF de l'Assemblée des français de l'étranger, et de représentants des administrations compétentes ayant pour objectif d'établir d'ici octobre 2018 un cahier des charges d'éligibilité à ce « label »,

- Que cette labellisation puisse être assortie d'une aide financière provisoire, sur le modèle du dispositif FLAM, afin de permettre aux structures d'aide à l'emploi d'agir en autonomie et de se développer à très moyen terme,
- Que ces structures labellisées, puissent bénéficier d'un soutien de l'État sous la forme d'une convention cadre leur permettant ainsi d'utiliser les locaux du consulat ou/et de l'institut français.

Résultat	Adoption en Commission	Adoption en Séance
Unanimité	X	
Nombre de voix « pour »		
Nombre de voix «contre »		
Nombre d'abstentions		

Annexe 1 : Présentation du rapport EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE



Enquête sur les initiatives locales d'aide à l'emploi de nos compatriotes à l'étranger

Synthèse

Étude réalisée par Expat Communication pour la commission

Commerce extérieur, développement durable, emploi et formation de l'Assemblée des Français de l'étranger

Mars 2018



Le contexte: un système à reconstruire



Une aide à l'emploi des Français de l'étranger affichée

Mais

- Une administration sans moyens : les financements sont supprimées
- Des structures privées nombreuses, efficaces mais **isolées** et peu reconnues
- Des conseils consulaires compétents mais **non sollicités**

Conséquence :

- Des chercheurs d'emploi mal orientés et **80%** ne bénéficient d'aucune aide.





Des structures privées émergent



150 structures identifiées
50 fiches détaillées



Structures privées dont le business model en émergence



Accompagnant des publics variés (conjoints expatriés, binational, jeunes, entrepreneurs...)



Beaucoup de compétence, peu de moyens

Leurs besoins :

- Synergies locales avec les acteurs français et locaux
- Synergies en réseau (montée en compétence, émergence des bonnes pratiques)



Proposition: structuration



Diffusion du rapport et des fiches

Constitution d'un réseau structuré

Par la définition d'un label

Objectif : faciliter la reconnaissance et les synergies

Condition :

- Partir du terrain
- Léger
- Ouvert et transparent

Sesame
la plateforme pour les chercheurs d'emplois français à l'étranger

Liste des structures d'aide à l'insertion professionnelle des Français à l'étranger

Lieu
Sélection d'un pays
Mondial

Services proposés
Information en ligne
Conférences et séminaires
Accompagnement à la recherche d'emploi
Coaching individuel
Formation

Tarifs
Gratuit, abonnement annuel, tarif à la prestation

Public accompagné
Tous
Etudiants
Jeunes diplômés
Conseils expatriés
Femmes
Alumni

Commentaires des utilisateurs

- Le 10/01/2018 : « super réseau, bon accueil, merci à vous! » Gify1
- Le 11/03/2018 : « Contacter le 1er conseil, réponse dans les deux heures » Louis P.
- Le 20/03/2018 : « Dommage que certains services soient payants » Manon V.
- Le 19/01/2018 : « L'événement au Palais Forney était magnifique! » Carla639

Laissez un commentaire

Conditions :



Une **volonté politique** pour faire appliquer les résolutions passées et les projets à venir sur le terrain



La tenue des **conseils consulaires** pour contrôler et animer sur le terrain





Conclusion – notre objectif



Faciliter pour chaque Français de l'étranger le fait de faire fructifier ses compétences dans le pays où il a choisi de s'installer et de pouvoir vivre de son travail, contribuant à son niveau à développer l'influence de la France.



Annexe 2 : Présentation des statistiques relatives à l'étude réalisée par Expat Communication



Les initiatives locales d'aide à l'emploi de nos compatriotes à l'étranger

Étude réalisée par Expat Communication pour la commission
Commerce extérieur, développement durable, emploi et formation de l'Assemblée des
Français de l'étranger
Mars 2018

La méthode d'Expat Communication



3 phases

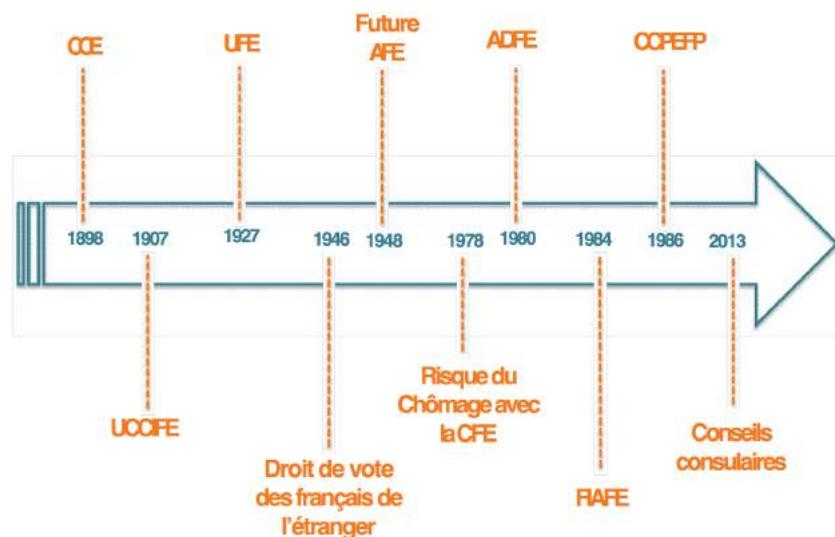


Identification des réseaux

Analyse approfondie des réseaux principaux

Proposition de solutions pratiques

Historique – La mise en place



Les attentes des Français de l'étranger



Statistiques

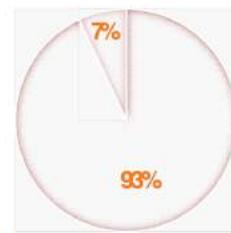
2 à 2,5 millions de Français établis hors de France

20% ne travaillent pas

35% à la recherche d'un emploi.

SOIT ENVIRON 200 000 PERSONNES, SOIT 7% DU TOTAL

Données MFE 2013



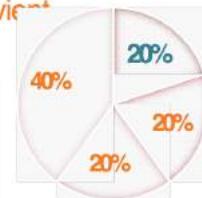
80% des conjoints accompagnateurs souhaitent travailler.

→ 20% y renoncent.

→ 20% sont à la recherche d'un emploi.

Donc seule la moitié de ceux qui souhaitent travailler y parvient

Données Expat Communication 2017

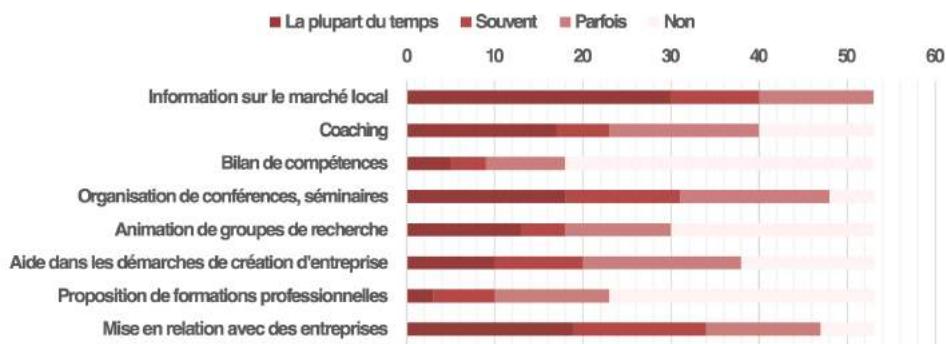


Nb: Si on estime que 30% des Français de l'étranger sont expatriés ou en contrat local +, et parmi eux sont 40% de conjoints,
Alors, 5% des Français de l'étranger sont des conjoints expatriés au chômage, donc 70% de notre cible!

Recensement - analyse



LES ACTIONS DE VOTRE STRUCTURE



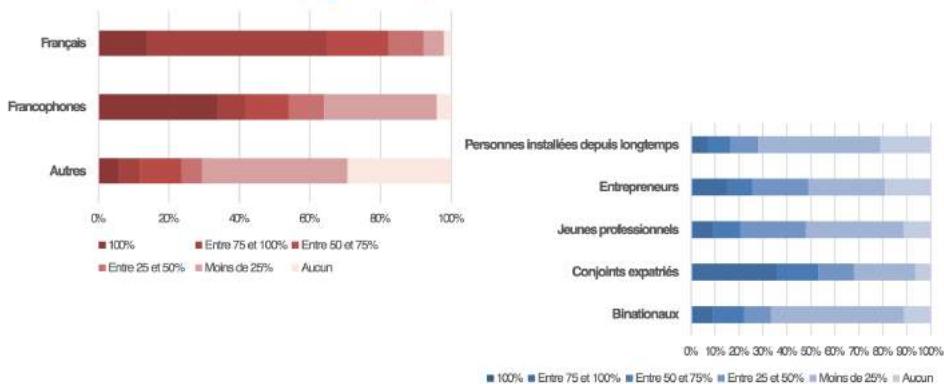
La majorité de ces structures n'a pas de politique de qualité formelle, notamment en raison de leurs faibles moyens. Néanmoins, elles sont nombreuses à organiser un questionnaire de satisfaction à l'issue de leurs événements et à évaluer leurs services en fin d'année.

Recensement - analyse



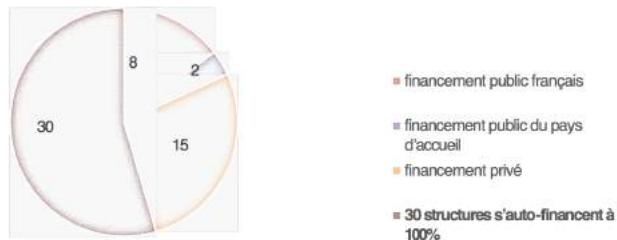
Le profil des personnes accompagnées

% des structures accompagnant ce public:



Source : https://docs.google.com/forms/d/1qbSwkZJkpMXgZTAldjpcPYaJ90lZehrHm6P_zZ3w/edit#responses

Les moyens financiers



Les services proposés par ces structures sont quasiment tous gratuits pour les personnes en recherche d'emploi.

Payant : adhésion annuelle, certains événements

La disparition des crédits publics français amène plusieurs structures à revoir cette politique et à envisager des services qui seraient payants.

Annexe 3 : Liste structures recensées

STRUCTURES ou INITIATIVES		REGI ON	MAILS STRUCTUR ES	Autres coordonnées
Work In The City Johannesburg	Associ ation	Afriqu e du Sud	witcjhb@gmail.com	https://www.facebook.com/groups/238742343174584/
CCI France Algérie	CCI	Algéri e	halim.ammarkhodja@cciaf.org	http://www.cciaf.org/
Association - Solidarité - Aide - Insertion - Professionnelle - Emploi (ASAIPE)	Associ ation	Allem agne	contact@asaipe.eu info@asaipe.eu	http://asaipe.eu
Place4Success	Associ ation	Allem agne	place4success@hotmail.fr	https://www.facebook.com/Place4SuccessFFM/
CCI France Allemagne - Sarrebrück	CCI	Allem agne	d.jost@e-netmail.com	https://www.francoallemend.com/fr/
Femmes actives Dusseldorf	FIAFE	Allem agne	femmesactives.dusseldorf@gmail.com	http://www.amitiedesfrancaises.com/?module=activites&acti_vite=38
Munich Accueil - Forum Emploi	FIAFE	Allem agne	contact@forumemploiimunich.org	http://www.forumemploiimunich.org/
Cellule Emploi Hambourg	Fra nçais du Mond e - ADF E	Allem agne	adhambourg@hotmail.com	https://francais-du-monde-hambourg.com/cellule-emploi/
Consulat général de France à Munich - le kit emploi	Instituti on	Allem agne	info@consulfrance-munich.org	https://de.ambafrance.org/-Formation-professionnelle-
Emploi-Allemagne	Plat efor me coo pér ativ e	Allem agne	info@emploi-allemagne.de	http://www.emploi-allemagne.de/ https://www.facebook.com/EmploiAllemagne.de/
Journée de l'emploi franco-allemand	Salon	Allem agne	info@connecti.de	www.connecti.de
Salon Emploi Formation Alsace	Salon	Allem agne	contact@sfe.alsace	www.sfe.alsace

Connexion emploi	Site em ploi fran co- alle ma nd	Allem agne	contact@connexion-emploi.com	https://www.connexion-emploi.com/fr/
Initiative de soutien de l'emploi des jeunes français à Berlin organisé en commun avec le Centre Français		Allem agne	info@centre-francais.de	http://centre-francais.de/
Spouse Mission de la French Chamber of Great Britain	CCI	Anglet erre	formulaire sur le site	Spouse Mission de la French Chamber of Great Britain Londres
Londres Accueil	FIAFE	Anglet erre	infolondresaccueil@gmail.com	http://www.londresaccueil.org.uk/index.php?page=364
CCI France Argentine - Service Emploi et Formation	CCI	Argent ine	mvillahoz@ccifa.com.ar ptiscornia@ccifa.com.ar	https://www.linkedin.com/groups/3762094/profile http://www.ccifa.com.ar/emploi-formation/espace-candidat-emploi/
CCI France Australie (FACCI)	CCI	Australie	nsw@facci.com.au	http://www.facci.com.au/
My australian Job	Plateforme	Australie	jobs@facci.com.au	http://www.my-australian-job.com/
CCI France Autriche	CCI	Autric he	garaudy@ccfa.at	http://www.ccfa.at/?lang=fr
Vienne Accueil - L'espace Emploi	FIAFE	Autric he	lespace.emploi.va@gmail.com	http://www.vienneaccueil.net/Espace-emploi
Emploi francophone en Autriche - Servithink		Autric he	office@servithink-hr.at	http://www.servithink-hr.at/index.php/fr/efa
French Connect Bruxelles	Associ ation	Belgiq ue	formulaire sur le site	https://www.french-connect.com/
CCI France Belgique	CCI	Belgiq ue	info@cfcibw.be	www.ccifbw.be
Club business de l'Accueil des Françaises à Bruxelles	FIAFE	Belgiq ue	clubbusiness@accueil-bruxelles.be	http://www.accueil-bruxelles.be/Club-Business
CCI France Brésil - São Paulo	CCI	Brésil	comercialsp@ccfb.com.br	http://www.ccfb.com.br/fr/qui-sommes-nous/sao-paulo/

CCI France Bulgarie	CCI	Bulgarie	maya.kirova@ccifrance-bulgarie.org	www.ccifrance-bulgarie.org
De Gama	Coopérative à but non lucratif	Canada	nath@degama.ca	http://www.degama.ca
Montreal Accueil -Business Intégration professionnelle	FIAFE	Canada	info@montrealaccueil.org	http://www.montrealaccueil.org/Conseil-en-Integration-Professionnelle-CIP
Fondation Ressources Jeunesse	Fondation	Canada	info@frj.qc.ca	http://www.frj.qc.ca
Consulat de France à Montréal - Service Emploi-Formation	Institution	Canada	formulaire sur le site	https://montreal.consulfrance.org/-Affaires-et-emploi-
Le Centre Francophone à Toronto	Organisme à but non lucratif	Canada	services.emploi@centrefranco.org	https://www.centrefranco.org/emploi/
Clef pour l'Intégration au Travail des IMMigrants (CITIM)	Organisme communautaire	Canada	accueil@citim.org	https://www.citim.org/
Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Volet employabilité	Organisme communautaire	Canada	info@tcri.qc.ca	http://tcri.qc.ca/volets-tcri/employabilite
Le Réseau de Développement Economique et d'Employabilité (RDEE)	Organisme national	Canada	info@rdee.ca	http://rdee.ca/
CCI France Chili	CCI	Chili	sebastian@camarafrancochilena.cl	http://www.camarafrancochilena.cl/fr/

La Ruche	Association	Chine	info@larucheshanghai.com	https://www.larucheshanghai.com/fr/
CCI France Chine	CCI	Chine	zhang.qi@ccifc.org lopez.anthony@ccifc.org beaudoux.alexandre@ccifc.org	www.ccifc.org
CCI France Colombie	CCI	Colombie	comercial@france-colombia.com	www.france-colombia.com
Cercle des Entrepreneurs Francophones de Corée (CEFC)	Association	Corée		http://www.cefc-seoul.com/
aKtives-Réseau de femmes actives en Corée	Group e Linked In	Corée		aKtives - Réseau de femmes actives en Corée
CCI France Corée	CCI	Corée du Sud	s.yoon@fkcci.com	www.fkcci.com
CCI France Costa Rica	CCI	Costa Rica	info@ccifrance-costarica.org	http://www.ccifrance-costarica.org
CCI France Côte d'Ivoire	CCI	Côte d'Ivoire	ccifci@ccifci.org	www.ccifci.org
CCI France Danemark	CCI	Danemark	information@france-danemark.fr	www.dansk-fransk.dk
Copenhague Accueil-Emploi & Blabla job	FIAFE	Danemark	copenhagueaccueil@gmail.com	http://www.copenhagueaccueil.org/Emploi-et-blablajob
CCI France Egypte	CCI	Egypte	hanan.samy@ccfe.org.eg	www.ccfegypt.org
French Business Council Dubaï	CCI	Emirats Arabes Unis	milena.chemin@fbcdubai.com	www.fbcdubai.com

French Business Group Abu Dhabi	CCI	Emirats Arabes Unis	job@fbgabudhabi.com	https://www.fbgabudhabi.com/portail-emploi/
Ambassade de France à Abou Dabi	Institution	Emirats Arabes Unis	emploi@ambafrance.ae	https://ae.ambafrance.org
CCI France Equateur	CCI	Équateur	director@ccifec.org	www.ccifec.org
Dialogo Association d'amitié Franco-espagnole	Association	Espagne	dialogo@dialogo.es	www.dialogo.es
Les Franc-risqueurs Madrid	Association	Espagne	secretariat@franc-risqueurs.com	http://francrisqueurs.com/
CCI France Espagne	CCI	Espagne	lachambre@lachambre.es	www.lachambre.es
Madrid Accueil - Vie Pro	FIAFE	Espagne	madridaccueil.viepro@gmail.com	http://www.madrid-accueil.fr/774_p_47294/nos-activites.html
Le Cercle des Français de Barcelone	FIAFE	Espagne	info@cercledesfrancais.es	http://www.cercledesfrancais.es/
Gran Canaria Accueil - club des entrepreneurs	FIAFE	Espagne	club.francophones.gran.canaria@gmail.com	http://www.accueil-grancanaria.com/category/activites/entrepreneurs/
Français du Monde / Social et Emploi	Français du Monde - ADFE	Espagne	info@fdmmadrid.com	http://www.fdmmadrid.com/nos-activit%C3%A9s/social-emploi/
UFE Espagne - Service Emploi	UFE	Espagne	info@emploi-espagne.org	http://www.emploi-espagne.org/es/inicio
Houston Expat Pro	Association	Etats-Unis	houstonexpatpro@gmail.com	http://houston-expat-pro.com/
PhilaFLAM	Association	Etats-Unis	contact@philaflam.com	http://www.philaflam.com

CCI France USA - New-York	CCI	Etats-Unis	cwork@faccnyc.org	www.faccnyc.org
CCI France USA - Chicago	CCI	Etats-Unis	aifletcher@facc-chicago.com	www.facc-chicago.com
CCI France USA - Philadelphie	CCI	Etats-Unis	trade@faccphila.org	www.faccphila.org
CCI France USA - San Diego	CCI	Etats-Unis	info@france-sandiego.org	http://www.france-sandiego.org/
CCI France USA - San Francisco	CCI	Etats-Unis	info@faccsf.com	http://www.faccsf.com/
CCI France USA - Boston	CCI	Etats-Unis	contact@faccne.org	www.faccne.org
CCI France USA - Houston	CCI	Etats-Unis	communication@facchouston.org	www.facchouston.org
Philadelphie Accueil - Club Pro	FIAFE	Etats-Unis	contact@philadelphieacueil.com	http://www.philadelphieaccueil.com/
Washington Accueil Association - Job Networking Club	FIAFE	Etats-Unis	jobnetworkingclubwaa@gmail.com	http://www.washingtonaccueil.org/index.php
Accueil New York - Club Networking et Entrepreneurs	FIAFE	Etats-Unis	acny@accueilnewyork.org	https://www.accueilnewyork.org/Networking
Boston Accueil - Networking	FIAFE	Etats-Unis	info@boston-accueil.org	http://www.boston-accueil.org/?page=216
San Fransisco Bay Accueil - Ateliers Carrière	FIAFE	Etats-Unis	presence@sfbaccueil.org activites@sfbaccueil.org	https://www.sfbaccueil.org/Ateliers-Carriere
UFE Seattle - Service Emploi	UFE	Etats-Unis	contact@ufeseattle.org	http://www.ufeseattle.org/dossier-emploi/
Les jeunes ambassadeurs de Boston		Etats-Unis	contact@ja-boston.com	http://www.ja-boston.com/
CCI France Géorgie	CCI	Géorgie	info@ccifg.ge	www.ccifg.ge/fr

CCI France Ghana	CCI	Ghana	info@ccifranceghana.com	www.ccifrance-ghana.com
CCI Française Grande-Bretagne	CCI	Grand e-Bretagne	sbosc@ccfgb.co.uk	www.ccfgb.co.uk
Working In Athens	Association	Grèce		https://vivreathenes.com/travailler-a-athenes-working-in-athens.html
CCI France Grèce	CCI	Grèce	c.manali@ccifhel.org.gr	www.ccifhel.org.gr
Consulat français en Grèce - Bureau Emploi et Formation professionnelle	Institution	Grèce	nicolas.pantaleon@diplomatie.gouv.fr	https://gr.ambafrance.org/-Le-Bureau-pour-l-emploi-
CIC France Guatemala	CCI	Guatemala	info@camaradefrancia.org.gt	https://www.ccifrance-guatemala.org/
CCI France Hong Kong	CCI	Hong-Kong	adm@fccihk.com	http://www.fccihk.com/
Hong Kong Accueil - Le Club des entrepreneurs	FIAFE	Hong-Kong	club.entrepreneur.hka@gmail.com	http://www.hkaccueil.com/Club-des-Entrepreneurs?lang=fr
Emploi, Network et Opportunités à Hong Kong	Groupe Linked In	Hong-Kong		https://www.linkedin.com/groups/8465358
Club Emploi de l'UFE	UFE	Hong-Kong	contact@ufehongkong.hk	https://www.ufehongkong.hk/
CCI France Hongrie	CCI	Hongrie	agnes.ducrot@ccifrance-hongrie.org	http://www.ccifrance-hongrie.org/services/emploi/
Chennai Expats Expertise	Association	Inde	chex.expertise@gmail.com	http://chennaiexpatsexpertise.strikingly.com/
CCI France Inde	CCI	Inde	contact@ifcci.org.in	http://www.ifcci.org.in
New Delhi Accueil - Travailler à Delhi	FIAFE	Inde	travailleradelhi@gmail.com	http://www.delhi-accueil.com/

CCI France Indonésie	CCI	Indonésie	yusuf@ifcci.com	www.ifcci.com
Emploi Israël - Alya et meilleure intégration (AMI)	Association	Israël	jobs@israfrance.org	http://emploi-israel.org/
PonteVia!	Association	Italie	info@pontevia.net	http://www.pontevia.net/fr/
CCI France Italie	CCI	Italie	ccifranceitalie@chambre.it	http://www.chambre.it/
Milan Accueil - Impul's Lavoro	FIA FE	Italie	impuls.lavoro.ma@gmaiil.com	http://www.milanaccueil.com/blog/emploi/
Société de Bienfaisance de Milan et de Lombardie	Société de bienfaisance	Italie	SFBMilanLombardie@gmail.com	https://www.sfb-milan-lombardie.org/?lang=fr
Femmes Actives Japon	Association	Japon	contact@femmesactivejapon.org	https://www.femmesactivesjapon.org/
CCI France Japon	CCI	Japon	e.cazes@ccifj.or.jp	http://www.ccifj.or.jp/
CCI France Madagascar	CCI	Madagascar	ccifm@ccifm.mg	http://www.ccifm.mg/
The TryBe Team	Association	Malaisie	theteam@thetrybe.my	https://www.facebook.com/TheTryBeTeam/
CCI France Malaisie	CCI	Malaisie	christelle@mfcci.com	www.mfcci.com/fr
Consulat de France à Bamako - Service emploi formation	Institution	Mali	cad.bamako-fslt@diplomatique.gouv.fr	https://ml.ambafrance.org/-Emploi-et-formation-
CCI France Maroc	CCI	Maroc	aafane@cfcim.org	http://www.cfcim.org/

Rabat Accueil - Compétences et Carrières	FIA FE	Maroc	rabataccueil@gmail.com	http://www.rabataccueil.org/v3/index.php?module=Pole_Compétences_et_Carrières
Association d'anciens élèves du Lycée Franco-Mexicain (ExLfm)	Association	Mexique	Myleneaudirac@gmail.com	https://www.facebook.com/groups/1606728232897359/
CCI France Mexique	CCI	Mexique	hajer.najjar@cfmci.com	http://www.franciamexico.com/
Mexico Accueil	FIA FE	Mexique	accueilmexico@gmail.com	http://www.mexicoaccueil.com
Club V.I.E. (Association des anciens VSN, CSN, VIE ET VIA)	Association	Monde	contact@clubvie.fr	www.clubvie.fr
Cellule de la reconversion de la défense (reconversion de militaires et pour leurs conjoints)	Institution	Monde	formulaire sur le site	https://www.defense-mobilité.fr/
La page facebook Pégase du MEAE et autres dispositifs	Institution	Monde		https://www.facebook.com/pegase.expatriation.francaisaltranger/
Pôle Emploi Mobilité Internationale	Institution	Monde		https://www.pole-emploi.fr/informations/informations/international-@/international
UFE / Je cherche un emploi à l'étranger	UFE	Monde		https://www.ufe.org/je-cherche-un-emploi-letranger
Expat Value		Monde	expatvalue@expatcommunication.com	https://expatvalue.com/
French Founders		Monde		https://www.frenchfounders.com/
Les Frenchies pour l'Emploi	Start-up	Moyen-Orient	lesfrenchiespourleemploi@gmail.com	www.lesfrenchiespourleemploi.com
CCI France Myanmar	CCI	Myanmar	contact@ccifrance-myanmar.org	www.ccifrance-myanmar.org

Petit déjeuners de l'emploi et de l'entrepreneuriat organisé par le Conseiller consulaire, la CCFN et FdM-ADFE.	CCI	Norvège	ccfn@ccfn.no	https://stephanemukkaden.org/2017/03/28/2eme-edition-des-petits-dejeuners-de-emploi/
Avenir Emploi Pays-Bas	Association	Pays Bas	sarah.hailefida@gmail.com	www.aveniremploi.nl https://www.facebook.com/aveniremploipaysbas/
Work In the City Amsterdam	Association	Pays Bas	workinthecityamsterdam@gmail.com	https://www.facebook.com/groups/WorkinthecityAmsterdam/
Time2change	Entreprise	Pays-Bas	formulaire sur le site	www.time2changeconsulting.com https://www.facebook.com/time2changeconsulting/
France Personnel	Plateforme	Pays-Bas	info@france-personnel.nl	https://france-personnel.nl/fr/travailler-aux-pays-bas/offres-d-emploi-francophones-aux-pays-bas
CCI France Pérou	CCI	Pérou	mporras@ccipf.com	www.ccipf.com
CCI France Philippines	CCI	Philippines	teresa.yedra@ccifrance-philippines.org	www.ccifrance-philippines.org
CCI France Pologne (CCIFP)	CCI	Pologne	lilla.bacha@ccifp.pl	http://ccifp.pl/?lang=fr
Entreprenere.pt	Association	Portugal	entreprenereportugal@gmail.com	https://entreprenere.pt/ https://www.facebook.com/Entreprenere.pt/
CCI France Portugal	CCI	Portugal	felixc@ccilf.pt dussaubatg@ccilf.pt	http://www.ccilf.pt/
Doha French-speaking Professional Network	Association	Qatar	contact@dfpn.org	http://www.dfpn.org/
CCI France République Tchèque	CCI	Rép. Tchèque	macko@ccft-fcok.cz	www.ccft-fcok.cz/fr

Brno Expat Center	Association	Republique Tchèque	info@brnoexpatcentre.eu	https://www.brnoexpatcentre.eu
CCI France Roumanie	CCI	Roumanie	iulia.borcaias@ccifer.ro	www.ccifer.ro/fr/
UFE Roumanie (les Mercredis de l'Emploi)	UFE	Roumanie	contact@ufe.ro	https://www.facebook.com/UfeRoumanieofficiel/
Centre Charles Peguy	Association	Royaume Uni	info@centrecharlespeguy.co.uk	http://www.centrecharlespeguy.com/
Réseau Entreprendre et Développement (R.E.D.)	Association	Russie	redmoscou@gmail.com	https://www.facebook.com/redmoscou/
CCI France Russie (CCIFR)	CCI	Russie	jeanbaptiste.demont@ccifr.ru	https://www.ccifr.ru/fr
Conseil des Investisseurs Européens au Sénégal (CIES)	Association	Sénégal	contact@cies.sn	www.cies.sn
CCI France Serbie	CCI	Serbie	office@ccfs.rs	www.ccfs.rs
CCI France Singapour - service emploi	CCI	Singapour	mlesponne@fccsingapore.com	www.fccsingapore.com
Singapour Accueil - AFS Pro	FIAFE	Singapour	afsingapour@gmail.com	https://afsingapour.com/actualites/
CCI France Slovaquie	CCI	Slovaquie	huszar@fsok.sk	www.fsok.sk/
Lausanne Accueil - Club des chercheurs d'emploi - Le LAB (Lausanne Accueil Business)	FIAFE	Suisse	Laccueilbusiness@outlook.com	http://www.lausanne-accueil.org/?module=activites&activite=57
Ma petite entreprise à Zurich	Group e FB	Suisse		https://www.facebook.com/groups/mapetiteentrepriseazurich/

CCI France Taiwan	CCI	Taiwan	director@ccift.org.tw	www.ccift.org.tw/fr
CCI France Thaïlande	CCI	Thaïlande	sommawan@francothaiicc.com	http://www.francothaiicc.com/
VIA Pro	Association	Turquie	contact@viaproistanbul.com	http://www.viaproistanbul.com/

CCI France Turquie	CCI	Turquie	raphael.esposito@ccift.com	www.ccft.fr
CCI France Vénézuela	CCI	Venezuela	b.gonzalez@cciavf.com.ve	www.cciavf.com.ve/fr